

"La destruction d'EDF, drame absolu, a été structurée, voulue et obtenue" : les vérités d'Henri Proglia sur le nucléaire

Extraits

L'audition de l'ancien PDG d'EDF, en décembre dernier par la commission d'enquête de l'Assemblée nationale « visant à établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France » avait été explosive.

Découvrez un extrait du séminaire dans lequel Henri Proglia explique les raisons de la destruction de ce fleuron national.

Ce séminaire tenu le mercredi 29 mars sur le thème : « L'avenir de la filière nucléaire française ». Organisé autour d'Henri Proglia, ancien PDG d'EDF (2009-2014) et de Véolia Environnement (2003-2009), président du Conseil d'administration de Thales (depuis 2014), membre du Conseil international de Rosatom, ce séminaire a eu pour vocation d'interroger les raisons de la destruction d'EDF et de la perte, par la France, de son indépendance énergétique.

Henri Proglia est par ailleurs revenu sur le virage de l'opinion publique sur le nucléaire civil et sur les priorités à fixer, du point de vue des moyens humains, du budget et des coopérations internationales, pour que la filière retrouve son efficacité et sa compétitivité, au service de la réindustrialisation du pays. Cette dernière partie porte sur les récentes évolutions politiques et réglementaires en la matière : esquisse d'un retour à la planification énergétique, loi sur l'accélération du nucléaire, nationalisation d'EDF, réforme du marché européen de l'électricité, taxonomie européenne, etc. Un débat avait suivi après son

intervention avec Joël Barre, délégué interministériel au nouveau nucléaire, ancien délégué général pour l'armement (2017-2022) ; Yves Bréchet, haut-commissaire à l'énergie atomique (2012-2018) ; et Louis Gallois, co-président de la Fabrique de l'industrie.

Henri Proglio :

La destruction d'EDF, drame absolu, a été structurée, voulue et obtenue.

La France a voulu son indépendance énergétique, l'a construite et l'a accompagnée à la fois industriellement et politiquement pendant soixante-dix ans.

En 1946 la France, dans un état difficile, pour ne pas dire plus, était dotée d'un vrai gouvernement – cela arrive de temps en temps par les hasards de l'Histoire – à l'époque gaulliste et communiste. Constat fut fait que ce pays qui avait tellement de défis à remporter se devait de mettre parmi les priorités le sujet de l'énergie. La France n'avait pas beaucoup de ressources propres, pratiquement pas de gaz, pas de pétrole, beaucoup moins de charbon que ses voisins. Elle était donc presque complètement dépendante de ses importations, chose qui n'avait pas échappé à la pertinence des politiques de l'époque. Si nous voulons construire un avenir pour ce pays, lui donner un atout, il faut résoudre ce problème, s'étaient-ils dit.

Ils s'étaient lancé trois défis : le défi de l'indépendance du pays en matière d'électricité, le défi de la compétitivité du territoire et le défi – communiste – de la construction d'un service public de l'électricité fondé sur des principes simples : l'accès de tous à ce service public, quels que soient la classe sociale et le lieu de résidence, au même prix et avec la même qualité de service.

Le réchauffement climatique n'était pas encore une préoccupation à l'époque.

Un peu plus de cinquante ans plus tard, au début du XXIème siècle, la France était exportatrice d'électricité, l'électricité française était deux fois moins chère que l'électricité allemande (et environ deux fois moins chère que la moyenne européenne) et le contrat de service public français faisait figure de réussite exemplaire dans le monde entier. Nous avons remporté un défi auquel nous n'étions pas confrontés au début de la période, celui des émissions de gaz à effet de serre. [...]

« TOURNANT ÉNERGÉTIQUE »

Mais le monde qui nous entoure bouge. C'est à cette époque que l'on commence à parler de « tournant énergétique », que l'Allemagne se met à zigzaguer et aspire à une *Energiewende*. Les Allemands avaient en effet de quoi se préoccuper car leur électricité était essentiellement à base de charbon et surtout de lignite, qui est bien pire que le charbon (et auquel ils retournent actuellement d'ailleurs). En matière d'émissions de gaz à effet de serre, il n'y a pas mieux ! L'Allemagne a donc engagé des sommes gigantesques dans le renouvelable. À ce jour l'Allemagne a investi 600 milliards d'euros dans le renouvelable sur les 1 000 milliards d'euros investis par l'ensemble des pays européens. 600 milliards d'euros qui ne servent à rien, qui ont fait exploser les deux grands électriciens : E.ON dans le Nord et RWE dans la région de la Ruhr. Au bord du dépôt de bilan des deux électriciens ont été sauvés par la République fédérale. Prenant conscience de cette grave difficulté et conscients du fait que depuis le début de la République fédérale l'Allemagne avait choisi l'industrie comme vecteur de sa croissance économique, les Allemands ne pouvaient pas supporter l'idée de garder à leur porte un pays, un concurrent, qui disposait d'un atout compétitif tel qu'EDF. Depuis vingt-cinq ou trente ans, l'obsession allemande est de détruire EDF. Ils y ont réussi. Je n'en veux pas aux Allemands, ils ont défendu les intérêts allemands. J'en veux plus aux Français de ne pas avoir défendu la France. [...]

Quand j'ai pris les rênes d'EDF en 2009 tout le monde considérait, à juste titre, qu'EDF était le chef de file du nucléaire français. [...] Tout a à peu près tenu jusqu'à quelques événements qui ont progressivement acté la destruction du système, commencée au moment du gouvernement Jospin avec l'arrêt du Superphénix et l'hystérie de Mme Voynet. En effet les « roses » avaient besoin pour gouverner de l'appui d'un groupuscule qui n'avait comme vecteur de réflexion que l'anti-nucléaire. Et peu à peu on a multiplié les systèmes qui ont progressivement cassé la logique. Je cite simplement la contribution au service public de l'électricité (CSPE), mise en place dès 2003, une taxe énergétique ajoutée directement sur les factures d'électricités des consommateurs d'électricité français. Je me suis battu pour me faire rembourser la CSPE par le gouvernement français. Destinée en principe à la modernisation de l'outil, la CSPE sert en réalité à subventionner les énergies renouvelables : aujourd'hui, 80 % à 90 % de la CSPE part à destination des subventions pour le renouvelable. Le montant, environ 2 milliards par an collectés par EDF sur les factures des abonnés au titre de la CSPE, était ensuite reversé par EDF à l'État qui le

distribuait aux heureux bénéficiaires. Et l'État oubliait de rembourser EDF. Je me souviens avoir eu à ce titre plusieurs fonds de roulement augmentés de 2 milliards par an. Quand cela a atteint 6 milliards j'ai décidé d'arrêter de payer l'État. Ce fut un combat acharné qui détournait évidemment des sujets essentiels.

En 2010, sous la pression de Bruxelles, inspirée par qui on sait, la loi NOME (Nouvelle organisation du marché de l'électricité) a été votée alors que la droite était au gouvernement. La doctrine européenne repose sur un dieu, un veau d'or : la concurrence, le bonheur des peuples par la concurrence. « La liberté par le travail », proclamait-on en des temps tragiques, aujourd'hui, c'est le bonheur par la concurrence ... tant il est évident que le monopole fait le malheur des populations ! Des rapports ont été rédigés par des gens très intelligents, tel M. Champsaur qui recommandait de traduire en même temps la réglementation européenne et la loi NOME, laquelle consiste à imposer à EDF de vendre 25 % de sa capacité électronucléaire à ses concurrents sans aucune contrepartie, sans aucune obligation de production. Ces « fournisseurs alternatifs » n'existaient pas mais ils se sont créés. Des traders se sont constitués (Direct énergie, etc.), pour l'essentiel rachetés par Total qui s'est ainsi « verdi ».

LA MISE EN CONCURRENCE

J'ai assisté à ce spectacle, je me suis débattu, j'ai fait part de mon indignation au gouvernement. « *La concurrence ! La concurrence !* », fut la seule réponse que j'obtins. De concurrence il n'y en a pas, il n'y a que nous qui produisons. Les autres vendent notre production à nos clients. « *La concurrence va faire baisser les prix !* » Non, cela ne va pas faire baisser les prix.

Nous avons donc vendu à nos concurrents. On voulait m'imposer 36 euros le mégawatt/heure. Au bout d'un combat homérique j'ai arraché 42 euros, sous les hurlements des concurrents qui n'existaient pas. Le prix de revient (coût complet, y compris les provisions pour démantèlement, renouvellement, etc.) tourne aujourd'hui avec le parc nucléaire existant autour de 60 ou 65 euros. Pourquoi les 36 euros ? C'était le coût sec, le coût direct de production sans aucune prise en compte des provisions pour démantèlement, renouvellement, etc. En obtenant 42 euros j'ai gagné une médaille en chocolat mais personne n'y croyait. « *Tu vas dans le mur* » m'avait dit mon prédécesseur. Pour obtenir ce prix j'avais été obligé de lâcher le combat sur la réglementation thermique de 2012

(RT2012), dont personne ne se souvient – sauf quelques initiés – qui a privilégié à 100 % le gaz dans toutes les nouvelles constructions. Le tout électrique était balayé, il fallait absolument passer au gaz. On a vu le formidable résultat. Entre temps, évidemment, on a offert Gaz de France (GDF) aux groupes privés afin de les faire bénéficier des atouts de cette soi-disant concurrence. Ils sont morts. Alléluia ! Quand vous assistez à tout ça il y a des moments où vous vous posez des questions en tant que patriote et en tant que citoyen mais vous vous battez quand même. C'est une drogue. [...]

Je ne vous parle pas du renouvelable, une industrie de la subvention purement financière. Il y a eu un gigantesque enrichissement sans cause dans le renouvelable, en Europe surtout mais aussi en France. Songez que Direct énergie a été vendue 2,9 milliards d'euros ! Je connaissais les deux promoteurs, ils ont fait une fortune. « *Ce n'est pas sans un petit pincement au cœur que je me retire de Direct énergie* », m'écrivit l'un des deux, le jour de la vente. « *Il y a des chèques qui compensent* », lui avais-je répondu. Mais quand en plus l'acheteur a l'audace de faire des campagnes de « com » en prétendant vendre – à nos clients – de l'énergie verte, alors que c'est la nôtre ! ...

Ce n'est pas tout.

Quand j'arrive dans cette maison, fin 2009, mes équipes sont déstabilisées par la mise en concurrence des barrages. Une loi traduisant une directive européenne impose la mise en appel d'offres des barrages ... qui appartiennent à l'État et sont gérés par EDF ! L'utilité des barrages est un stockage d'électricité efficace et compétitif, le seul qui existe. Or les acquéreurs potentiels souhaitent les acheter pour la production d'électricité, pas pour la valeur d'optimisation du système d'électricité. Ce qui est fou ! Nous avons donc désobéi, préférant payer une amende. Quand on fait un excès de vitesse on paye une amende, on se fait retirer des points mais on ne laisse pas la voiture ! Empêcher que soit détruite cette optimisation relève de la désobéissance patriotique ! J'ai eu bien sûr droit à des remontrances et même plus que ça. Ce n'est toujours pas réglé, on ne sait pas comment se sortir de cette loi toujours en vigueur.

Mais il fallait un peu plus étrangler la bête.

Il est décidé qu'EDF n'a plus le droit de gérer les réseaux qui lui appartiennent. RTE, le transporteur mais aussi un système d'optimisation, devient indépendant.

Or qui dit indépendant dit déboussolé. Ce n'est pas une autorité, c'est une mission qui fait partie intégrante d'un système. RTE étant devenue indépendante EDF doit reconstituer sa capacité d'optimisation du système électrique hors RTE.

Comme la gangrène, cela s'est étendu aux réseaux de distribution. EDF n'a plus le droit de gérer les réseaux de distribution donc n'a plus accès aux clients. On a fait d'EDF un fournisseur indépendant d'énergie comme on en trouve dans les pays libéraux.

Ma fascination pour l'application scientifique de cette destruction massive n'a pas cessé. On a fracassé ce qui était le système de référence.

Mais on se réjouit : Nous allons construire des éoliennes en mer, c'est formidable ! De plus en plus loin des côtes pour qu'on ne les voie pas. Aujourd'hui c'est 12 kilomètres, bientôt ce sera 32 et dans quelque temps, quand les pêcheurs auront protesté, ce sera 50 kilomètres. Il faudra donc qu'elles soient flottantes car on ne pourra plus les ancrer. Cela devient totalement ruineux, sans parler des risques de tempêtes. Les éoliennes terrestres coûtent moins cher mais on a compris que les gens n'en veulent plus. Ils les saboteront s'il le faut, comme les portiques sur les autoroutes ...

Nous sommes dans un système devenu fou ! [...]

Il ne faut surtout pas exiger du nucléaire la flexibilité qu'on lui impose aujourd'hui. Demander au nucléaire de s'effacer quand les énergies renouvelables – intermittentes et non-programmables – arrivent représente un surcoût gigantesque. Des équipes entières d'ingénieurs d'EDF se sont consacrées à la flexibilisation de la production nucléaire. Le nucléaire est une énergie de base, donc plus on est linéaire et plus l'efficacité et la compétitivité sont importantes. Plus on fait varier la production, plus c'est difficile et coûteux. Or aujourd'hui priorité d'accès est donnée au renouvelable et le nucléaire doit s'adapter. Encore une idée géniale ! [...]

Je pense que si l'on devait se donner une priorité ce serait de définir un optimum de production nucléaire auquel on se tienne et d'obtenir une optimisation du système hydro, le reste étant géré comme un complément.

Sur le nucléaire, j'ai prôné, prêché, essayé de convertir mes interlocuteurs à l'idée que rien ne vaut l'extension de la durée de vie du parc existant si on veut que la France continue à bénéficier de cet investissement fabuleux qui a été fait. On sait que les centrales peuvent vivre soixante ans. Les cycles sont de trente ans parce que les composants internes, générateur de vapeur, moteur nucléaire, doivent faire l'objet d'un « échange standard » (par comparaison avec le moteur d'une voiture) au bout de trente ans. Les infrastructures, c'est-à-dire le béton, le radier et la cuve (au-delà du fait qu'on ne sait plus faire des cuves) peuvent vivre facilement soixante ans, deux fois trente ans étant l'optimum. Tous les experts arrivent aujourd'hui à cette conclusion qu'on peut arriver à soixante ans. Les Américains en sont à quatre-vingts ans. D'autre part si on veut étendre la durée de vie du parc il faut réaliser des travaux de modernisation (baptisés « grand carénage ») qui demandent environ 55 milliards d'investissement. Si on les amortit sur les quelques années qui restent de durée de vie légale (actuellement quarante ans) on fait exploser le coût de revient. C'est absurde. La réglementation doit donc permettre à l'opérateur EDF d'amortir sur vingt ou trente ans les travaux de modernisation, donc les 50 ou 60 milliards qu'il faut investir. Et là on aura à coup sûr, en matière de production, l'énergie la plus compétitive d'Europe.

PRÉVOIR L'AVENIR

Mais il faut prévoir l'avenir et le nouveau nucléaire. C'est un autre sujet.

Avons-nous l'argent ? Avons-nous les hommes ? Telles sont aujourd'hui les deux questions qui se posent.

L'argent on le trouve. Les hommes c'est beaucoup plus difficile. Nous ne les avons pas. Nous n'avons plus les équipes. Et nous avons perdu le savoir-faire, le tour de main. Non pas l'opérateur, non pas l'architecte ensemblier mais l'ensemble de la filière – tous les génie-civilistes, tous les industriels qui travaillent autour du noyau EDF à la réalisation des centrales – a aujourd'hui beaucoup perdu du fait que nous n'avons plus construit de centrales depuis vingt ans.

Sans doute avons-nous aussi besoin de nouveaux partenaires dans la construction du nouveau nucléaire dans les nouveaux pays d'accès au nucléaire ou de développement du nucléaire : la Turquie, l'Égypte, l'Inde, les pays

d'Amérique latine, l'Arabie saoudite ont choisi l'option nucléaire, vont construire des centrales. Certains l'ont déjà fait, tels les Émirats arabes unis (j'entends encore parler de l'échec des émirats, sujet sur lequel je serais intarissable). Mais nous n'avons pas aujourd'hui la capacité de le faire, à moins de nous associer à ceux qui vont construire ces centrales, j'ai nommé les Chinois et les Russes. [...]

Mais comment concevoir la France isolée dans le monde aujourd'hui ? J'éprouve une certaine angoisse au seul exposé de ce sujet. Je ne sais pas comment nous allons y arriver. Certes on peut claironner : Nous allons construire 8, 12, 24 ... 36 centrales ! Ceux qui s'en prévalent ne seront plus en poste quand on coulera le premier béton. Ils peignent les murs en rose ! Le sujet n'est pas là. Le sujet c'est d'avoir des gens qui assument la durée, qui assument des plans dans cette industrie de cycle très long. Ce sont des investissements très lourds. Mais on trouvera l'argent à condition de pouvoir convaincre les investisseurs de la pertinence de notre démarche.